



**Annulation de 256 millions d'euros de crédits de recherche, RIFSEEP, projet de loi El Khomri :**

**Bloquons d'urgence cette politique !**

**Un projet de décret annule 10 millions de crédits pour l'INRA**, 50 millions pour le CNRS, 64 millions pour le CEA. De plus, le gouvernement laisse entendre que des coupes budgétaires supplémentaires pourraient intervenir à l'automne. La politique du tout-projet pour financer les équipes de recherche a montré ces dernières années qu'elle nous amenait droit dans le mur, induisant une compétition stérile et néfaste entre collectifs, entre collègues, augmentant les pressions sur toutes les catégories de personnels, faisant exploser la précarité.

**L'issue pour le développement d'une recherche publique sur le long terme réside dans une augmentation significative du soutien de base et de l'emploi de titulaires** : nombre de collègues en sont désormais persuadés. Mais c'est la politique inverse que choisit le gouvernement, alors que ces coupes budgétaires ne peuvent qu'accroître encore plus l'austérité déjà prégnante dans la recherche publique.

***Nous réclamons l'annulation du projet de décret supprimant les crédits pour la Recherche !***

**Dans le même temps le gouvernement a annoncé que la revalorisation (limitée) du point d'indice comme les mesures catégorielles** (mesures du protocole PPCR « Parcours Professionnel, Carrières et Rémunérations », dont le Rifseep fait partie) **devraient être financées « par des gains de productivité ou toute mesure d'économie »...** En clair, par des suppressions d'emploi et par la dégradation de nos conditions de travail.

***Cela ne peut que renforcer notre opposition, celle des agents de l'INRA, celle des 4 organisations syndicales de l'INRA et celle d'une majorité des DUs à la mise en place du RIFSEEP !***

En effet, si au-delà du caractère inique de cette prime à la tête du client, certains avaient pu croire en la promesse affichée de maintien du montant actuel des primes « pour la 1<sup>ère</sup> année au moins », cette annonce gouvernementale renvoie à la réalité quant au financement possible.

Tout en nous forçant à nous serrer la ceinture, le gouvernement affiche sa détermination à tenir son engagement de verser 41 milliards d'argent public au patronat au-travers du pacte de responsabilité et du crédit d'impôt compétitivité-emploi (CICE). Il continue aussi à augmenter chaque année le montant du crédit d'impôt-recherche (CIR) alors qu'il est clairement démontré que ce dispositif ne fait que constituer une subvention supplémentaire à bon compte pour le patronat.

**TROP, C'EST TROP !**

Cette politique du gouvernement Hollande-Valls-Macron toute entière tournée vers les exigences du MEDEF et de l'Union Européenne va complètement à l'encontre des intérêts de la population.

***Le projet de Loi Travail, minoritaire dans le pays  
mais passé en 1ère lecture aux forceps du 49-3,  
l'illustre pleinement !***

***On doit, on peut y mettre un coup d'arrêt !***

**Le projet de loi « travail », l'inversion de la hiérarchie des normes et la mise en œuvre du RIFSEEP individualisant les rémunérations des fonctionnaires, constituent un seul et même projet : individualiser pour remettre en cause les garanties collectives des travailleurs et les soumettre aux chantages patronaux et à des relations de gré à gré entre le travailleur et son employeur.**

Certaines parties du Code du travail s'appliquent aussi au public, notamment en matière d'hygiène et de sécurité au travail. Remettre en cause le Code du travail et inverser la hiérarchie des normes, c'est rendre possible, à terme, la remise en cause du statut général des fonctionnaires déjà largement entamé par la mise en œuvre du RIFSEEP qui individualise la rémunération des fonctionnaires, contrevenant ainsi aux principes fondateurs de la fonction publique.

Le mouvement actuel pour le retrait de cette Loi Travail/ El Khomri, mené dans l'unité par CGT, FO, Solidaires, FSU et les organisations de jeunesse, ouvre cette possibilité de stopper cette politique réactionnaire...

***si on s'y met tous !***

***La CGT-INRA appelle donc les agents de  
l'Institut, titulaires et non titulaires :***

- à participer à toutes les initiatives (piquets, blocages, rassemblements, etc...) décidées au niveau local
- à s'inscrire dans la grève nationale inter-professionnelle et les manifestations du **Jeudi 26 Mai**
- à préparer la manifestation nationale du **mardi 14 Juin** à Paris pour le retrait total de la Loi Travail

La Direction de l'INRA a décidé de maintenir la réunion du Comité Technique à la date du 26 mai, date du jour de la prochaine grève et ce, malgré une demande commune (CGT et SUD) de report à une autre date. Dans ces conditions, les élus de la CGT-INRA décident de ne pas participer à cette réunion.



**Syndicat National CGT-INRA**

RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole

Tél : 01.39.53.56.56 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)

Sites: <https://intranet.inra.fr/cgt/> et <http://www.inra.cgt.fr/>